

La France insoumise - « L'ère du peuple » et « l'adieu au prolétariat » ?

samedi 15 avril 2017, par [JOHSUA Samuel](#), [MELENCHON Jean-Luc](#) (Date de rédaction antérieure : 3 novembre 2016).

Dans un court texte Jean-luc Mélenchon résume de manière saisissante ce qui constitue son cadre théorique, qu'il avait, par touches successives dessiné auparavant. Mais ses solutions ne sont pas toutes convaincantes et les problèmes (difficiles, pas de doute là-dessus) restent ouverts.

Dans un court texte Jean-luc Mélenchon [voir ci-dessous] résume de manière saisissante ce qui constitue son cadre théorique, qu'il avait, par touches successives dessiné auparavant. Quelles sont donc les conditions organisationnelles qui permettront vraiment de pendre la mesure des échecs passés et de préparer les succès futurs ?

Le temps dit-il n'est plus où un prolétariat minoritaire devait bâtir son propre parti, verticaliste par nécessité (correspondant à celle du travail, à celles des modes d'échanges et à la centralisation de l'adversaire). Désormais le peuple prend la place. Ce sont des thèmes largement présents dans les mouvements récents (Occupy) y compris politiques (Podemos). Mais pourquoi ce changement de mot pour rendre compte de ce qui finalement correspond au fait que le prolétariat lui-même, défini comme ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre (disons les salariés pour aller vite) est devenu hyper majoritaire dans un pays comme le nôtre ? Selon les classements, de 82% à près de 92% ! Ne pourrait-on pas aussi bien avancer que, en gros, le prolétariat est devenu le peuple lui-même ?

Comme on n'est pas maître des mots, moi-même n'hésite pas, depuis longtemps, à utiliser « peuple » pour prolétariat. Mais à les opposer stratégiquement on élimine une réalité profonde, massive, constitutive. Le peuple ne connaît pas de « dehors », sauf arbitrairement, les tyrans (les 1% si on veut). Le prolétariat lui vend bien sa force de travail à quelqu'un, membre de la bourgeoisie, qui l'exploite et en tire la plus-value sur laquelle au final se développe y compris la sphère financiarisée. Cet avec cette plus-value que, le cas échéant, « l'argent fait de l'argent ».. Et ceci participe d'un mode social, le capitalisme, qu'il faut abattre dans ses racines. Y compris si on veut résoudre la crise écologique. Et cette réalité ne se laisse pas facilement mettre de côté, à preuve, les récents mouvements sociaux les plus puissants ont porté justement sur les conditions des contrats de vente de la force de travail au travers de la contestation de la Loi El Khomri.

Mélenchon porte le fer où il faut, mais n'en tire pas obligatoirement les bonnes conclusions. L'époque révolue dont il parle était marquée par une question stratégique majeure : par quelle politique d'alliance de classes un prolétariat largement minoritaire pouvait-il vaincre une autre classe minoritaire, mais surpuissante, la bourgeoisie ? Cette période est révolue dans un pays comme le nôtre, il a raison. Désormais, la question stratégique change. Comment unir ce prolétariat qui pour être hyper majoritaire est massivement morcelé et divisé ? Comment l'unir par delà ses divisions catégorielles, générationnelles, de genre, de comportement sexuel, d'origine nationale, religieuse, de couleur de peau, etc ? Divisions à la fois objectives et reconstruites en permanence en vue justement de le diviser ?

Concernant « le peuple » Jean Luc Mélenchon distingue à très juste titre trois états : « D'abord la multitude, *homo urbanus*, c'est-à-dire la population vaquant à ses milles et unes occupations diverses et parfois opposées. Ensuite le peuple se mettant en mouvement sur ses revendications. Enfin le réseau qu'il constitue dans, par et pour l'action ». Mais on peut en dire tout autant des mêmes personnes, mais prises sous l'espèce du prolétariat, le problème est le même. Repéré par Lukács à la suite de Marx avec des oppositions (certes contestées mais utiles) entre la classe en soi, sociologique, et la classe pour soi, consciente de son rôle historique. Dans les deux cas, c'est le mouvement, l'entrée en lutte qui sont décisifs. Mais, au passage, Mélenchon sous estime le problème par ses formules mêmes : il ne s'agit pas de « mille occupations diverses et parfois opposées ». Le sexisme ne produit pas seulement « des occupations diverses », mais des oppressions précises, et il en va de même de toutes les divisions à surmonter. Et, une fois constitué le « peuple » en mouvement, il reste à discuter son objectif, face à un ennemi resté lui surpuissant et hyper centralisé : oui ou non s'agit-il de « changer de base » autrement dit de construire une société nouvelle, de fond en comble, en commençant par son mode social de production ?

Le changement sémantique (de prolétariat à peuple) ne fait pas que noter (très justement d'ailleurs) le bouleversement sociologique qui s'est opéré. Il peut, si on n'y prend garde, changer non les formes du combat mais l'objectif lui-même.

Mais Mélenchon a entièrement raison sur un point. Ce changement conduit à ne plus saisir le sens même d'un mot comme « parti du prolétariat » puisqu'il s'agirait, en dynamique du parti de (presque) tout le monde. « La forme nouvelle c'est le mouvement » dit-il pour dire « la crise de la forme parti ». Si on y ajoute que cette crise est incontestable, même si la discussion sur ses origines se poursuit, il y a une question majeure qu'il a entièrement raison de mettre en cause (appuyé pour sa part sur les théories « populistes de gauche »). Ici, en France, le FG, dans sa structure, a sans doute représenté à gauche les derniers feux de ces formes de regroupement et d'organisation.

Pour « le mouvement » à venir tout indique que l'exigence d'horizontalité est majeure, et que rien ne la fera revenir en arrière. C'est ce que nous avons déjà constaté dans le mouvement alter, comme dans les mouvements Indignés et encore dans Nuits Debout. On a donc deux données communes avec Mélenchon : la crise de la forme parti à gauche, l'exigence d'horizontalité. Mais deux autres questions subsistent. La première est que la crise des partis ne se traduit ni au même rythme ni de la même manière (et je crois ne se traduira pas du tout) par celles de l'ensemble des structures intermédiaires entre les citoyens et la décision finale à élaborer. Les citoyens continuent à s'organiser dans des structures propres, grandes ou petites, syndicats et associations, pour mener un combat jugé prioritaire.

Faire mouvement « politique » c'est aussi faire mouvement « social » Ce n'est pas seulement le faire avec des citoyens pris isolément, mais faire mouvement global de mouvements partiels. C'est la clé, et unir ces mouvements est une grosse part soit de « faire peuple » soit « d'unir le prolétariat ». Ce n'est pas la même question que les partis, et ceci semble échapper (dans ce court texte) au député européen.

Le deuxième problème, éclatant et sous nos yeux, est que faire horizontal est une chose. Et effectivement France Insoumise y parvient de manière intéressante. Mais le « moment vertical » qui arrive inévitablement est gommé comme problème. Je donne un exemple. Dans le programme « L'avenir en commun » la position européenne, je la considère excellente. Mais je sais bien que dans nos milieux, la « sortie de l'euro comme objectif » est répandue. Sans doute a-t-elle été discutée. Mais je ne vois pas quand et comment l'Assemblée de Lille a eu à en trancher. C'est donc que le choix a été fait ailleurs et avant, et donc, inévitablement de manière opaque, en tout cas échappant au vote des participants. Or cette issue n'est pas inévitable. Au Congrès constitutif de Podemos, ce sont les congressistes qui décidaient eux-mêmes des thèmes et des formulations à

mettre au vote, puis procédaient au choix lui-même (tout ça par Internet). Combiner horizontalité et verticalité est chose compliquée. Décider que la solution est trouvée par le mode de fonctionnement de FI est peu convaincant.

Enfin Mélenchon s'arrête dans ce court texte avant une question, majeure, qui découle de la référence populiste à Laclau et Mouffe. On sait le rôle joué par l'étude du péronisme pour le premier (impossible à développer ici), mais dont il déduit, comme tous les populistes de gauche, la nécessité d'une incarnation personnelle du processus en définitive. Un chef. Les mêmes arguments ont conduit, *moderato*, au mode d'organisation proposé par Pablo Iglesias pour Podemos. Plébiscité par son parti dans un premier temps, ce n'est donc pas juste « un choix d'en haut ». Mais pour la tradition émancipatrice qui est la nôtre, c'est en tant que tel un immense problème, la négation en acte de l'horizontalité proclamée. Et déjà Podemos en revient dans ses débats internes. Il faut dire que ses succès les plus importants n'ont pas été atteints sur ce mode, mais par la convergence de forces associatives lancées en politique qui ont assuré la gagne de Madrid, Barcelone et tant d'autres. Mélenchon n'aborde pas cette question, mais ce serait utile de savoir ce qu'il en pense.

Comme souvent il pose de vrais problèmes et de manière intéressante. Mais ses solutions ne sont pas toutes convaincantes et les problèmes (difficiles, pas de doute là-dessus) restent ouverts. Pourquoi d'ailleurs France Insoumise et d'autres ne prendraient-ils pas l'initiative de journées de débat pluralistes sur ce thème, en présence par exemple de nos amis de Podemos ?

Samy Johsua

* « « L'ère du peuple » et « l'adieu au prolétariat » ? ». " MEDIAPART. LE BLOG DE SAMY JOHSUA. 3 NOV. 2016 :

<https://blogs.mediapart.fr/samy-johsua/blog/031116/l-ere-du-peuple-et-l-adieu-au-proletariat>

* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Le peuple et le « mouvement »

La description matérielle et « réaliste » du peuple que j'opère a une conséquence sur les autres compartiments de la doctrine d'émancipation qui doit à présent se déployer dans toutes ses applications. En particulier pour savoir quelle forme prend l'organisation politique correspondant à cette réalité sociologique nommée « peuple » après l'ère de « la classe » (et de son parti) comme accoucheur de l'Histoire. Il existe de nombreux textes établissant le diagnostic de la fin de la « forme parti ». Ils décrivent bien. Mais ils proposent peu sinon par des formules tellement générales qu'elles semblent sans réalité concrète. Du coup « le parti » apparaît à chacun comme la forme la plus protectrice, même si c'est en se disant « faute de mieux ».

Et de fait c'est vrai. Seuls les partis ont été les acteurs de la permanence de l'action et de la conservation de la mémoire de l'expérience de notre combat. On connaît les conséquences tragiques de bien des auto-dissolutions. La dissolution du PCI (parti communiste italien) n'a donné aucune renaissance des idées et des pratiques progressistes en Italie. Au contraire. L'auto-dissolution du MIR chilien (mouvement de la gauche révolutionnaire) est un désastre de même ampleur si l'on voit ce qu'est devenue la gauche officielle dans ce pays. Mais à l'inverse, dans les faits, il y a longtemps

que la permanence et la mémoire conservées sont visiblement conditionnés par les intérêts de ceux qui en sont dépositaires.

Je ne veux pas ici avancer davantage sur cet aspect. Le moment venu, il occupera bien assez nos conversations. Le moment venu ? Ce sera bien sûr celui de la recomposition générale qui va suivre le choc de la présidentielle de 2017, soit parce que nous aurons gagné soit parce que nous serons la première force face aux droites extrémisées. Ce n'est pas le plus décisif cependant à cette heure-ci. Ce qui compte, c'est ce que nous entreprenons avec « La France insoumise » pour traduire de façon concrète la conséquence de notre entrée dans l'âge de l'ère du peuple à l'époque de l'anthropocène.

Au siècle où les humains n'étaient « que » deux milliards, il y avait le « parti de classe ». Il était nécessairement aussi délimité que l'était « la classe » elle-même dans une société où elle n'était nullement hégémonique. En fait, les ouvriers constituaient une sorte d'archipel dans un océan de paysannerie et de travailleurs indépendants de la boutique et de l'artisanat. Sa verticalité correspondait à une organisation du travail lui-même. La centralisation découlait des moyens de transports et de communication autant que comme reflet de la centralisation de son adversaire. Bref, le « parti de classe » correspondait à une réalité sociale et matérielle qui s'est elle-même dépassée de toutes les façons possibles. L'émergence du « peuple » comme catégorie sociale protagoniste face à l'oligarchie de la période du capitalisme financiarisé dominant appelle sa forme spécifique d'organisation.

Cette forme, c'est le « mouvement ». Il peut disposer des moyens d'être représentatif de cet ensemble globalisant qu'est le peuple en réseau de notre époque. Et cela, sur le plan matériel et concret grâce aux moyens techniques des plateformes numérisées internet. Elles-mêmes étant une des applications de la généralisation du numérique, caractéristique de notre temps comme l'ont été l'automobile, la traction électrique et que sais-je encore dans l'épisode précédent. De la sorte, on trouve trois niveaux de définition du peuple. D'abord la multitude, homo urbanus, c'est-à-dire la population vaquant à ses mille et une occupations diverses et parfois opposées. Ensuite le peuple se mettant en mouvement sur ses revendications. Enfin le réseau qu'il constitue dans, par et pour l'action. Ces trois mots désignent trois états d'une même réalité. Ce n'est pas si rare. Le liquide, la glace et la vapeur sont trois états physiques d'un même corps, l'eau, en fonction de son degré de température. Et cette température, ce n'est jamais que la mesure de l'agitation des molécules qui la constituent.

La Convention à Lille, comme je l'ai déjà décrite était un lieu autant qu'un moment de cette réalité « sans bords » qui unit le mouvement et le peuple dont il est issu. Il l'exprime en le donnant à voir. Ce « donné à voir » des invisibles était le fil conducteur de cette assemblée. Et durant les onze heures de transmission en streaming, l'articulation entre cette salle, ses mises en vues et les participants qui regardaient et intervenaient par sms et tweets se mesurait dans le nombre des connexions fluctuant d'un instant à l'autre. Rien de tout cela n'est de la « com ». C'est de la pure politique.

C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre une bonne partie de ce qui nous oppose à d'autres composantes en ce moment. « La France insoumise » n'est pas un parti parmi les autres. C'est un label commun pour une action commune. Ce n'est là pas une idée si complexe. Par exemple certains font des « appels » (par exemple « l'appel des cents ») qui portent un nom de référence que chacun cite chaque fois quels que soient son origine politique ou ses raisons d'être là quand il veut se référer à l'action. Il en va de même avec « La France insoumise ».

Évidemment, ce label désigne l'action commune sur un objectif très ample : porter une candidature à l'élection présidentielle et avec elle un programme pour transformer le pays. À l'évidence, une telle action inclut des centaines d'activités très diverses et donne une complexité d'exécution qui

demande des moyens d'organisation et des financements de grandes ampleurs. Compte tenu de l'enjeu, cette action a aussi un caractère très structurant bien au-delà des cercles qui l'animent. La mentalité, les engagements citoyens de type les plus divers s'y réfèrent de manière de plus en plus massive à mesure qu'on s'approche de l'élection et modifient tout leur environnement. Et compte tenu de la nature de l'élection, c'est toute la réalité politique qui est en état d'être transformée. C'est pourquoi le mouvement est une formule dont le contenu se précise à mesure que l'action avance. Il se précise d'après les nécessités de l'action. Cette démarche implique bien des conclusions concrètes. Je ne peux en faire le tour ici à présent.

Je veux mentionner seulement ceci : le strict respect de la nature du processus est la condition de son déploiement maximal. Et de cela je ne tire encore qu'une conclusion : rien des attributions d'un parti n'a de place dans un mouvement de cette sorte. Les volontaires y entrent et sortent librement. Chaque personne définit elle-même la forme et l'intensité de son engagement dans l'action et les modalités de celle-ci. Le mouvement n'a pas à être « démocratique » au sens basiste que souvent on donne à ce mot dans les organisations politiques où l'on doit alors affronter le climat de confrontation des courants et des textes qui les fondent avec les votes contradictoires, et pour finir des gagnants et des perdants. Le souci du mouvement c'est d'être aussi collectif que possible, aussi incluant que nécessaire, aussi poreux que possible. Il ne peut en être autrement.

D'ailleurs le mouvement inclut non seulement des individus mais aussi des groupes et même des partis dans ce que nous avons appelé faute de mieux « l'espace politique » où se retrouvent les représentants des partis politiques qui participent ou soutiennent l'action. « La France insoumise » est donc un label et, de fait, une organisation en vue d'une action et « seulement » cela. Elle n'annule aucun engagement pris par ailleurs par qui la rejoint. Il n'y a pas de carte. Il ne peut y avoir des cotisations mais seulement des participations financières à l'action c'est-à-dire des dons ou des versements réguliers pendant la durée de celle-ci. Il n'y a pas d'autre discipline que celle de l'action, c'est-à-dire celle que chacun s'impose dans l'action individuelle ou collective.

Jean-Luc Mélenchon

* <http://melenchon.fr/2016/11/02/le-peuple-et-le-mouvement/>
